



L'emploi augmente, le chômage baisse, l'activité de la construction fléchit

Début 2019, l'emploi salarié du Grand Est redémarre, porté par l'intérim et la construction. Cependant, le tertiaire et l'industrie sont moins dynamiques. Le chômage, comme le nombre de demandeurs d'emploi, recule à nouveau pour atteindre 8,2 % de la population active.

La construction est en retrait, avec notamment un nombre de logements autorisés et commencés en forte baisse. Ce trimestre, c'est la clientèle résidant en France qui permet à la fréquentation touristique de se maintenir à un niveau stable par rapport à début 2018. Les créations d'entreprises progressent, les défaillances sont moins nombreuses et les exportations repartent à la hausse, particulièrement à destination de la zone euro. Enfin, l'activité et l'emploi augmentent dans les pays voisins, tandis que le chômage recule.

Erwan Auger, Marie-Laure Kayali, Philippe Marchet, Brigitte Martin, Thibaut Martini, Elena Mironova, Vincent Nieto, Insee

Rédaction achevée le 3 juillet 2019

L'emploi redémarre dans le Grand Est

Au premier trimestre 2019, l'emploi salarié total du Grand Est s'oriente légèrement à la hausse après une année de stagnation. Avec un solde de 3 460 emplois, soit + 0,2 %, l'évolution reste toutefois deux fois moins rapide qu'en France (+ 0,4 %). Le secteur privé continue de soutenir ces créations tandis que l'emploi dans le secteur public se replie (+ 0,3 % contre - 0,1 %). La tendance est proche au niveau national, bien que plus favorable (+ 0,5 % contre + 0,0 %). L'emploi des régions voisines suit la même dynamique : + 0,1 % en Bourgogne-Franche-Comté et + 0,3 % dans les Hauts-de-France.

L'emploi progresse dans la majorité des départements. Si l'évolution est timide dans la moitié d'entre eux, elle est plus nette dans les Vosges, la Meuse et le Bas-Rhin (entre + 0,3 % et + 0,5 %). L'emploi régresse uniquement dans l'Aube et la Meurthe-et-Moselle (- 0,1 % chacun).

Rebond de l'intérim

Après une année de recul, l'emploi intérimaire repart à la hausse avec un solde de 1 550 emplois, soit + 2,3 % par rapport au trimestre précédent. Ce retournement est plus marqué qu'en France (+ 1,0 %), où la contraction était moins importante en 2018. L'intérim progresse dans la plupart des départements,

1 Évolution de l'emploi salarié

- Emploi salarié total - Grand Est
- Emploi salarié total - France hors Mayotte
- - - Emploi salarié privé - Grand Est
- - - Emploi salarié privé - France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

notamment dans la Meuse, les Vosges et le Bas-Rhin (+ 12 %, + 9 % et + 4 %). L'emploi intérimaire reste néanmoins orienté à la baisse dans deux départements : l'Aube et le Haut-Rhin (- 3,1 % et - 0,4 %).

Hormis le non-marchand, qui compte peu d'intérimaires, l'ensemble des secteurs bénéficie de la hausse de l'emploi intérimaire, notamment la construction et l'industrie (+ 8,4 % et + 1,9 %).

Dans la construction, l'emploi poursuit sa croissance à + 1,1 % après + 0,7 %. La tendance régionale est ainsi similaire à celle observée au niveau national (+ 1,2 %). La progression est significative dans la Marne, en Moselle et dans le Bas-Rhin (entre + 1 % et + 2 %). L'emploi dans la construction diminue toutefois dans les Vosges, la Haute-Marne et les Ardennes (entre 0 % et - 1 %).

Hors intérim, le tertiaire toujours peu dynamique

L'emploi du tertiaire marchand hors intérim continue d'augmenter modestement avec un solde de 1 130 emplois, soit + 0,1 % après + 0,2 %. Le rythme de croissance est ainsi toujours inférieur au rythme national (+ 0,5 %). Seul l'emploi dans l'hébergement-restauration et les services aux entreprises est dynamique ce trimestre (+ 1,1 % et + 0,5 %). Il est plutôt stable dans les autres secteurs, voire en recul, notamment dans l'information-communication et les services aux ménages (- 0,5 % chacun). Le nombre d'emplois se réduit dans l'Aube et la Meuse (- 0,4 % et - 0,1 %), mais augmente partout ailleurs, particulièrement dans les Vosges et en Haute-Marne (+ 0,4 % chacun).

Dans le tertiaire non marchand, l'emploi stagne, après une baisse de 0,1 %. La tendance est similaire au niveau national, même si le solde d'emplois y est légèrement positif. L'emploi dans le tertiaire non marchand diminue dans la majorité des départements dont la Marne et le Haut-Rhin (- 0,4 % chacun). Il progresse néanmoins en Moselle et dans le Bas-Rhin (+ 0,3 % chacun).

L'industrie encore atone

L'emploi industriel se contracte ce trimestre (- 0,2 %), après une hausse fin 2018, la première depuis plusieurs années (+ 0,1 %*). Au niveau national, l'industrie semble bel et bien relancée avec une nouvelle augmentation de l'emploi de 0,2 %. Le secteur de la fabrication de matériels de transport reste toujours le plus en difficulté. L'emploi poursuit son développement dans l'industrie agroalimentaire et se redresse dans la fabrication de biens d'équipement (+ 0,3 % et + 0,4 %). Il s'accroît dans quatre départements dont les Ardennes et le Haut-Rhin (+ 1,0 % et + 0,4 %) et se contracte ailleurs.

* Cette hausse est observée suite à la révision des données provisoires du trimestre précédent.

2 Évolution de l'emploi intérimaire

— Grand Est
— France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

3 Évolution de l'emploi salarié par secteur dans le Grand Est

— Construction
— Industrie
— Tertiaire marchand hors intérim
— Tertiaire non marchand

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Champ : emploi salarié total.
Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

4 Évolution de l'emploi salarié total par département

— 2018T4 — 2019T1
en % par rapport au trimestre précédent



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Champ : emploi salarié total.
Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

Depuis la publication de juillet 2018, portant sur le premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) est étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte) et à l'ensemble de l'emploi salarié. Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution.

Enfin, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, durant la phase de montée en charge de la DSN.

Le chômage poursuit sa baisse mais à un rythme moindre

Le chômage s'établit à 8,2 % de la population active au premier trimestre 2019. Sa baisse ralentit, passant de 0,4 point au dernier trimestre 2018 à 0,1 point ce trimestre. En France métropolitaine, le taux de chômage atteint 8,4 %, soit un niveau un peu plus élevé que dans le Grand Est.

Le chômage stagne dans les départements du Haut-Rhin, de la Meuse et de l'Aube (8,1 %, 8,2 % et 11,0 %). Entre ce dernier et le Bas-Rhin, qui demeure le département où le chômage est le plus faible (7,2 %), l'écart continue de s'accroître (3,8 points). Sur un an, le taux de chômage est en forte baisse dans le Grand Est (- 0,5 point) ; celle-ci varie de - 0,8 point (Meurthe-et-Moselle) à - 0,4 point (Haut-Rhin), en passant par - 0,7 point dans les départements de la Meuse, de la Haute-Marne, de la Moselle et de l'Aube.

Sur les trente et une zones d'emploi, le chômage augmente seulement dans celle de Bar-le-Duc, de 0,1 point après un recul de 0,3 point au trimestre précédent. Il stagne dans neuf zones d'emploi et diminue dans les vingt et une autres, jusqu'à 0,3 point dans celle de Verdun, à 9,1 %. Il varie de 11,2 % (Saint-Dié des Vosges) à 4,8 % (Wissebourg). L'écart se stabilise à 6,4 points entre ces deux zones d'emploi aux valeurs extrêmes.

Fort repli du nombre de demandeurs d'emploi dans la Haute-Marne

Le nombre de demandeurs d'emploi A, B et C baisse de 0,4 % à 455 120 personnes ce trimestre. Ceux qui n'ont exercé aucune activité (catégorie A) sont 277 980, soit un recul de 1,3 %, sur le même rythme qu'au quatrième trimestre 2018. Leur nombre se contracte fortement dans les départements de la Haute-Marne, de la Meuse et de la Meurthe-et-Moselle (- 3,1 %, - 2,6 % et - 2,2 %), un peu moins dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin (- 0,2 % et - 0,3 %).

La baisse du nombre de jeunes demandeurs d'emploi est plus limitée qu'au trimestre précédent (- 0,4 % après - 2,5 %). En revanche, la diminution s'accroît pour les seniors (- 0,9 %). De nouveau, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi recule, deux fois plus fortement que pour les femmes (- 1,8 % contre - 0,8 %).

Le nombre de chômeurs de longue durée se replie pour le second trimestre consécutif (- 0,3 %). En revanche, le chômage de très longue durée est toujours en hausse (+ 3,4 %). Près d'un demandeur sur deux est inscrit depuis plus d'un an à Pôle Emploi dans le Grand Est (49 % contre 47 % en France métropolitaine).

Au 1^{er} trimestre 2019, le nombre d'entrées à Pôle emploi s'accroît de 4,4 %. Contrairement au trimestre précédent, les entrées pour fin de contrat et de mission d'intérim augmentent de 8 % ; le nombre de démissions progresse d'autant. En revanche, les licenciements économiques diminuent de 5 %.

Les autorisations de construction de locaux en légère hausse

Entre avril 2018 et mars 2019, 28 300 logements ont été autorisés à la construction dans le Grand Est, soit un retrait de 5 % sur un an, principalement dû aux secteurs de l'*individuel pur* et de l'*individuel groupé* (- 11 % et - 9 %). Le nombre de logements autorisés croît de 46 % dans la Haute-Marne et de 20 % dans la Marne, les Ardennes et les Vosges. L'amélioration est peu sensible dans l'Aube et le Haut-Rhin où l'évolution est très contrastée par rapport à celle du Bas-Rhin (+ 4,4 % contre - 18 %). Le nombre de logements autorisés diminue dans trois des quatre départements lorrains. En France, le repli est de 8,6 % sur un an.

Au cours des douze derniers mois, 25 700 logements ont été mis en chantier, soit une baisse de 5,3 % dans le Grand Est (- 3,6 % en France). Par rapport aux douze mois précédents, les ouvertures de chantier se réduisent de 1 400 dans le Bas-Rhin et de 1 100 en Moselle (- 15 % et - 20 %). À l'opposé, 900 logements de plus sont commencés dans le Haut-Rhin et 600 dans la Marne, ce qui représente une

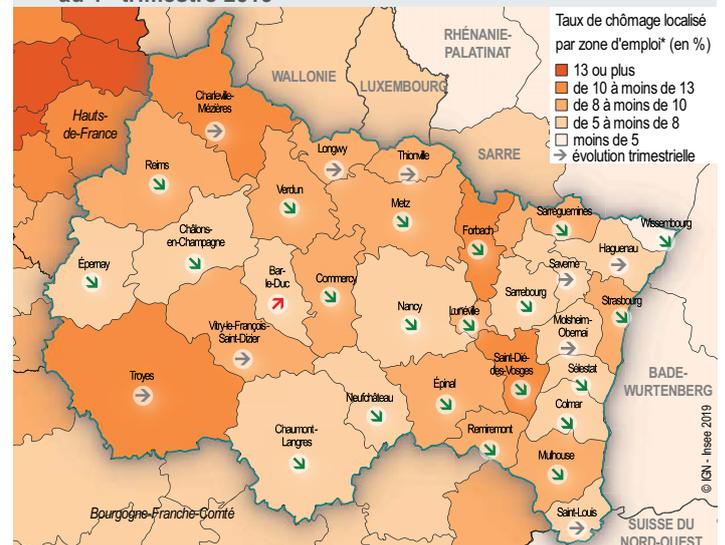
5 Taux de chômage

— Grand Est
— France hors Mayotte



Note : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

6 Taux de chômage localisé par zone d'emploi au 1^{er} trimestre 2019

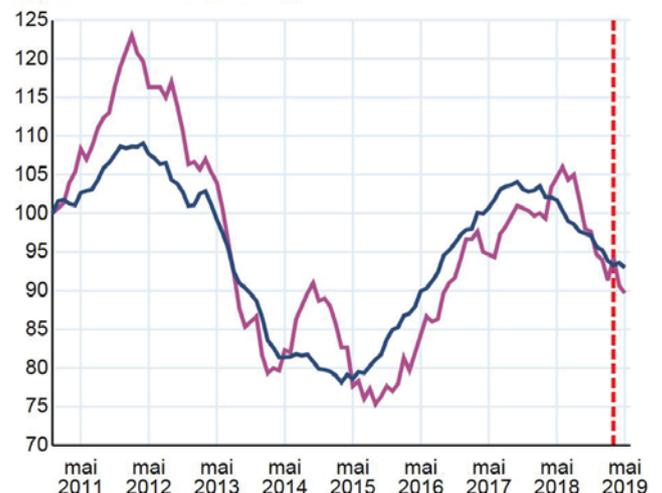


Note : données provisoires pour le premier trimestre 2019.
* Zone d'emploi (FR), Région (BE), Land (DE), Pays (LU), Suisse du Nord-Ouest (CH).
Sources : Insee, Statbel, Destatis, Statec, OFS.

7 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction

— Grand Est
— France hors Mayotte

indice base 100 en décembre 2010



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des douze derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SDES, Sit@del2.

progression de 27 %. Dans l'Aube, une hausse de 12 % est également observée.

Dans le secteur non-résidentiel, les surfaces de locaux autorisées d'avril 2018 à mars 2019 augmentent dans le Grand Est contrairement à la France : + 3,0 % contre - 4,2 %. Elles bondissent de 38 % dans les départements lorrains, qui rassemblent en mars 2019, 39 % des surfaces autorisées de la région, contre 29 % un an auparavant. L'Aube et le Bas-Rhin gagnent respectivement 20 % et 11 %. En revanche, le cumul annuel de ces surfaces autorisées recule de 30 % dans la Haute-Marne, le Haut-Rhin et la Marne.

Entre avril 2018 et mars 2019, 1,9 million de mètres carrés de locaux ont été mis en chantier dans le Grand Est, contre 2,1 les douze mois précédents, soit - 7,3 %. En France, les surfaces de locaux commencés sont plutôt stables (- 0,4 %). Celles-ci se réduisent de 209 000 m² dans la Marne et de 60 000 m² en Meurthe-et-Moselle (- 47 % et - 34 %). La baisse est limitée à 16 % dans les Vosges et à 6 % dans la Haute-Marne. Les autres départements grandestois font apparaître des évolutions positives variant de 1 % à 38 % (Aube).

La fréquentation touristique se maintient grâce à la clientèle venue de France

Au premier trimestre 2019, les hébergements touristiques du Grand Est totalisent 3,5 millions de nuitées, autant qu'à la même période l'année passée. Cette stabilité est à relativiser au regard de la baisse de fréquentation au niveau métropolitain (- 2,6 %). Le nombre de touristes augmente seulement en Normandie et en Corse sur cette période.

Ce sont les nuitées résidentes qui permettent le maintien du nombre de nuitées (+ 1,5 %), tandis que la fréquentation des non-résidents diminue (- 3,9 %). En France métropolitaine, les deux types de clientèle sont en retrait, les nuitées des résidents reculant moins que celles des non-résidents (- 1,7 % et - 4,9 %).

La fréquentation touristique progresse uniquement en février (+ 3 %), toujours grâce à la clientèle venue de France (+ 8 %), tandis qu'elle diminue en janvier (- 3 %) et reste stable en mars. Les touristes en provenance de l'étranger ont été moins présents en début d'année, excepté au mois de mars qui retrouve le même niveau de fréquentation qu'en 2018.

Le nombre de touristes dans le département des Vosges augmente de 10 % par rapport au premier trimestre 2018, bénéficiant d'un bon enneigement en altitude, notamment en février. Hormis dans les Ardennes (+ 6 %), la fréquentation touristique croît peu dans les autres départements, voire diminue (jusqu'à - 6 % en Haute-Marne).

La fréquentation dans les hôtels de la région baisse légèrement, un peu moins que le niveau national (- 0,9 % contre - 1,3 %). Comme en France métropolitaine, les nuitées des résidents stagnent, tandis que celles des non-résidents se replient (- 3,2 %).

Les autres hébergements touristiques (résidences touristiques et hôtelières, auberges de jeunesse, villages de vacances) compensent le fléchissement des nuitées hôtelières par une augmentation de leur fréquentation (+ 2,9 %). Là encore, cette hausse est due uniquement à la présence des touristes résidant en France, tandis que ceux venus de l'étranger ont été nettement moins nombreux (+ 5,8 % contre - 6,2 %).

Fréquentation touristique - révision des séries concernant les hôtels à partir du 1^{er} janvier 2019

À partir du 1^{er} janvier 2019, les données des hôtels non répondants sont imputées au moyen d'une nouvelle méthode, en fonction de leurs caractéristiques. Cette nouvelle méthode d'imputation de la non-réponse tend à revoir légèrement à la baisse le nombre total de nuitées mais n'a pas d'impact sur les évolutions.

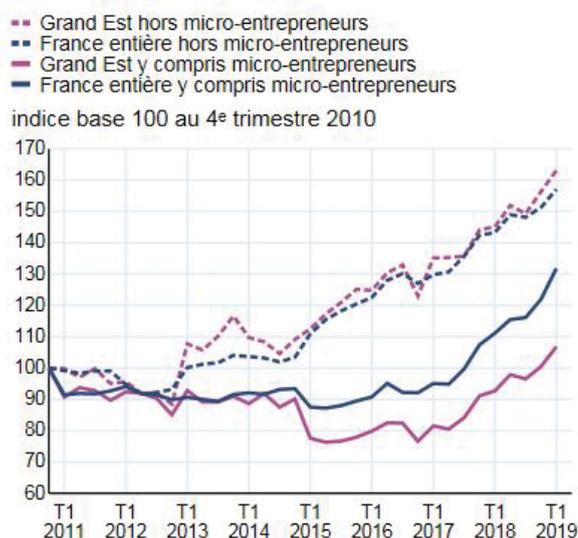
8 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres en base 100 au 4^e trimestre 2011.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

9 Créations d'entreprises



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

10 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 20 juin 2019, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des douze derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : Fiben, Banque de France.

Les créations d'entreprises bien orientées

Au premier trimestre 2019, 10 320 entreprises ont été créées dans le Grand Est. Le nombre de créations poursuit ainsi sa hausse, mais toujours plus modérément qu'en France (+ 6,3 % contre + 8,1 %). Comme au niveau national, cette progression est observée pour tous les types d'entreprises, le rythme des créations de micro-entreprises étant toutefois deux fois plus rapide que celui d'entreprises classiques (+ 9,5 % contre + 4,3 %).

Sur un an, la région compte 1 370 créations supplémentaires, soit une augmentation de 15 %, plus faible qu'au niveau national (+ 19 %). Là encore, le nombre d'immatriculations de micro-entreprises progresse plus fortement que celui de créations d'entreprises classiques (+ 20 % contre + 12 %).

Dans l'ensemble des départements, le nombre de créations est en hausse comparé au cumul annuel mesuré un an plus tôt. Les augmentations sont modestes dans la Meuse et les Vosges (entre 0 et + 2 %) mais plus nettes en Haute-Marne et en Meurthe-et-Moselle (près de + 7 %).

Le cumul annuel des créations d'entreprises progresse dans tous les grands secteurs d'activité par rapport à celui du premier trimestre 2018. Les augmentations sont comprises entre 4,5 % dans l'industrie, secteur marqué par une baisse des créations d'entreprises classiques, et 23 % dans le commerce, transport et hébergement-restauration.

Davantage d'entreprises défilantes ce trimestre

De janvier à mars 2019, 4 230 entreprises ont été placées en redressement ou en liquidation judiciaire, soit une croissance de 7,2 % par rapport au cumul annuel observé un an plus tôt. Les défilantes sont ainsi en hausse pour la première fois depuis mi-2015, et ce, de manière plus significative qu'en France (+ 1,7 %). La progression est notamment marquée dans les départements comptant le moins d'entreprises comme la Meuse, les Ardennes ou l'Aube (supérieure à + 20 %), mais également en Moselle (+ 21 %). La hausse est contenue entre 3 % et 8 % dans les autres départements. Le nombre de défilantes diminue seulement dans le Bas-Rhin (- 7 %), où est située une défilante régionale sur cinq. Les défilantes sont plus nombreuses dans l'ensemble des grands secteurs d'activité, excepté dans la construction (- 1,5 %).

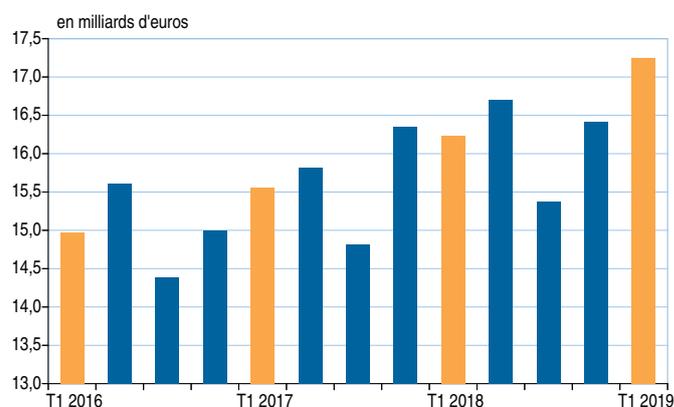
Un début d'année prometteur pour les exportations

Après un dernier trimestre atone, les exportations du Grand Est rebondissent de 6,3 % en ce début d'année, à 17,3 milliards d'euros. Plus spécifiquement en direction des pays de la zone euro, les ventes progressent également de 2,5 %, après le recul du même ordre au trimestre précédent.

Vers notre premier partenaire commercial, l'Allemagne, l'année redémarre sous de meilleurs auspices après une fin d'année plus morose (+ 1,4 % après - 4,3 %). La tendance globalement haussière des exportations se confirme également en direction de l'Italie et l'Espagne avec une stabilisation entre 0 et + 1 %, alors qu'elles enregistraient un net recul au trimestre précédent. Les ventes à destination des pays anglo-saxons (Royaume-Uni et États-Unis) continuent de progresser significativement (+ 27 % et + 41 %). Enfin, celles à destination de la Belgique s'essoufflent (+ 0,6 % après + 3,6 %).

Les ventes de véhicules automobiles sont à nouveau en hausse, de 18 %, après le ralentissement observé fin 2018 (+ 7 %). Les exportations d'équipements pour automobiles se replient pour un troisième trimestre consécutif (- 11 %). Les ventes de produits pharmaceutiques de base augmentent franchement, à + 24 %, quand la progression de celles de produits chimiques et sidérurgiques est plus ténue (entre + 2 % et + 3 %). Enfin, les exportations de boissons, de machines et équipements d'usage général et d'autres équipements électriques sont à nouveau bien orientées, comme au trimestre précédent, entre 4 et 9 %.

11 Exportations du Grand Est



Note : données CAF-FAB hors matériel militaire, valeurs brutes de collecte.
Source : Douanes.

Les données étant révisées tous les mois de façon plus ou moins importante, il est possible que les évolutions et tendances des trimestres passés ne coïncident plus avec celles présentées ci-dessus.

Contexte national

La croissance française serait surtout soutenue par la demande intérieure

Au premier trimestre 2019, la croissance française s'est établie à + 0,3 %, portée par la demande intérieure. En particulier, la consommation des ménages a été soutenue par un pouvoir d'achat dynamique, tandis que le commerce extérieur a pesé sur la croissance. Les créations d'emploi salarié marchand non agricole ont en outre été très élevées (+ 92 000 créations nettes).

D'ici fin 2019, l'économie française conserverait le même rythme de croissance trimestrielle, selon la *Note de conjoncture* nationale de l'Insee. Le pouvoir d'achat des ménages progresserait de + 2,3 % sur l'année, soutenant la consommation qui serait ainsi la principale contribution à la croissance, malgré un taux d'épargne restant élevé. Le commerce extérieur pèserait à nouveau sur l'activité, contrairement à l'an dernier.

En moyenne annuelle, le PIB croîtrait de 1,3 % en 2019 (après + 1,7 % en 2018). Le chômage poursuivrait sa baisse et s'établirait à 8,3 % fin 2019.

Pays frontaliers : activité en hausse

En Allemagne, l'activité se redresse au premier trimestre 2019. Le produit intérieur brut (PIB), bien soutenu par la demande intérieure, progresse de 0,4 % après une croissance nulle au trimestre précédent. Comparée au quatrième trimestre 2018, la consommation des ménages augmente de 1,2 % (soit une contribution à la croissance du PIB de 0,6 point), alors que celle de l'État recule de 0,3 %. De plus, les investissements en biens d'équipements et dans la construction gagnent en dynamisme (+ 1,5 % et + 1,9 %). La demande étrangère contribue aussi à la croissance, à travers une hausse de 1,0 % des exportations. Le nombre d'emplois (44,9 millions) fléchit de 0,8 % ce trimestre, mais augmente de 1,1 % par rapport au premier trimestre 2018. En un an, la progression atteint 1,7 % dans l'industrie comme dans la construction et 0,9 % dans les services. Dans le même temps, le nombre de salariés exerçant exclusivement un *minijob* (emploi de courte durée rémunéré à 450 euros par mois) recule de 2,3 % (- 109 000 personnes). La diminution du nombre de chômeurs se poursuit : ils sont 1,39 million au sens du BIT, soit - 6,7 % entre mars 2018 et mars 2019. Le chômage au sens du BIT touche 3,2 % de la population active allemande, en baisse de 0,3 point par rapport à mars 2018, établissant un nouveau record depuis la réunification du pays en 1990.

Dans les trois länder allemands voisins du Grand Est, les effectifs salariés poursuivent également leur progression entre mars 2018 et mars 2019 : + 2,2 % dans le Bade-Wurtemberg, + 1,8 % en Rhénanie Palatinat et + 0,9 % dans la Sarre. Le chômage recule ainsi dans ces trois länder, pour s'établir à 3,1 % dans le Bade-Wurtemberg, 4,4 % en Rhénanie Palatinat et 6,0 % dans la Sarre.

En Suisse, l'activité repart à la hausse au premier trimestre 2019. Le PIB progresse de 0,6 %, après + 0,3 % au trimestre précédent. La consommation des ménages et le commerce extérieur en sont les principaux moteurs (respectivement + 0,4 % et + 2,2 %). En outre, l'activité suisse bénéficie également de la reprise de l'investissement en biens d'équipements et dans la construction (+ 1,5 % et + 0,5 %). Le pays compte près de 5,1 millions d'emplois, en hausse de 1,3 % sur un an, et un effectif stable de frontaliers étrangers (316 800). Plus de 55 % d'entre eux résident en France et leur nombre ne cesse d'augmenter (+ 2,4 % sur un an).

Dans les trois cantons de la **Suisse du Nord-Ouest**, l'emploi progresse de 1 % à 683 000 entre les premiers trimestres 2018 et 2019. Dans le même temps, l'emploi des frontaliers issus des deux départements alsaciens et d'Allemagne fléchit sur un an (- 0,3 % à 33 100 et - 2,5 % à 37 700).

Le nombre de demandeurs d'emploi (243 000 en moyenne ce trimestre) baisse de 5,0 % en un an, mais s'accroît de 7 % sur trois mois. Le chômage suisse au sens du BIT concerne 4,9 % de la population active au premier trimestre 2019, soit + 0,3 point en trois mois.

Dans la Suisse du Nord-Ouest, le nombre de chômeurs recule de 31 000 à 25 000 et le taux de chômage BIT passe de 4,6 % à 3,8 % entre les premiers trimestres 2018 et 2019.

Au Luxembourg, le PIB augmente de 0,5 % au premier trimestre 2019 (après + 0,6 % au dernier trimestre 2018), notamment grâce à la hausse de la valeur ajoutée dans les activités financières et d'assurance et dans l'industrie (+ 0,4 % et + 1,4 %). À l'inverse, les exportations et les importations diminuent (- 0,4 % et - 0,5 %). L'emploi total continue de progresser et s'élève à 460 400 personnes (+ 3,7 %). L'emploi frontalier concerne 197 700 personnes, et s'avère toujours dans une dynamique nettement plus favorable (+ 5,0 % en un an) ; à présent, près de la moitié des personnes travaillant au Luxembourg résident hors du Grand-Duché (46 %). Le nombre de demandeurs d'emploi repart à la baisse (- 1,8 % entre mars 2018 et mars 2019), et le chômage au sens du BIT diminue de 0,3 point, pour s'établir à 5,4 % de la population active.

En Belgique, la croissance est régulière : + 0,3 % au premier trimestre 2019, après + 0,4 % au trimestre précédent. Elle est portée tant par la demande intérieure que par le commerce extérieur (+ 0,3 %). L'emploi est également orienté durablement à la hausse : au premier trimestre 2019, il atteint 4,8 millions de personnes, soit + 0,4 % par rapport au trimestre précédent et + 1,5 % sur l'année. Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'Office national pour l'emploi (Onem) est en repli de 3,7 % et s'élève à 474 000. Le taux de chômage au sens du BIT baisse : il passe de 6,2 % à 5,7 % entre les premiers trimestres 2018 et 2019. **En Wallonie**, il se replie de 8,9 % à 7,4 %.

Contexte international

Dans un environnement international moins porteur, les principaux pays de la zone euro mettent en place des mesures de soutien budgétaire

Marqué notamment par les tensions commerciales parties des États-Unis et par la perspective du *Brexit*, l'environnement international paraît moins porteur que l'an dernier. Les banques centrales comme les différents gouvernements ont néanmoins pris acte du risque de ralentissement et ajustent en conséquence leur politique économique. Début 2019, les principaux pays de la zone euro ont ainsi pour la plupart mis en place, d'une manière ou d'une autre, des mesures de soutien budgétaire. Le pouvoir d'achat accélérerait donc en zone euro (+ 2,5 % en moyenne annuelle prévu en 2019), contribuant à limiter le ralentissement économique de la zone (+ 1,2 % prévu, après + 1,9 % en 2018).

Insee du Grand Est

Cité Administrative Gaujot
14 rue du Maréchal Juin
CS 50016
67084 Strasbourg Cedex

Directeur de la publication :
Joël Creusat

Rédaction en chef :
Laurence Luong

ISSN 2492-5152
© Insee 2019

Pour en savoir plus

- « Entre risques commerciaux et soutiens budgétaires », *Note de conjoncture*, Insee, juin 2019.
- Tableau de bord Conjoncture : Grand Est, Insee.fr, juillet 2019.
- « Une fin d'année marquée par le recul du chômage », *Insee Conjoncture Grand Est* n° 17, Avril 2019.

